

- Membres théoriques :  
20
- Membres en exercice :  
20
- Membres présents :  
12
- Pouvoirs :  
2
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU  
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE SDIS ET EDF POUR LA COUVERTURE  
OPERATIONNELLE INCENDIE RENFORCEE**

Le 15 juin 2023, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 30 mai 2023, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Dominique TESSIER.  
MM. Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Didier TERRIER.

**Suppléants**

Mme Patricia RENOU.  
MM. Pierre AUBRY, Thomas HERMAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur régional et Madame Béatrice DUFOUR.

**III. Membre de droit :**

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

**IV. Pouvoirs :**

Monsieur Nicolas BERTRAND à Monsieur André GAUTIER.  
Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Claire GUEROULT, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée.  
MM. Nicolas BERTRAND, Gérard COLIN, Guillaume COUTEY, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, Jean-Pierre THEVENOT – représenté, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

\*

\* \*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, art L. 1424-2.*

\*

\* \*

EDF s'est engagée au niveau national à renforcer l'organisation de la lutte contre l'incendie sur différents CNPE, pour faire face aux feux développés ou en cours de développement notamment. Tout en maintenant les principes historiques de coopération entre l'opérateur EDF et les sapeurs-pompiers du Service départemental d'incendie et de secours (Sdis) en cas d'incendie, le modèle d'organisation développé vise la réduction du délai d'arrivée du premier engin du Sdis via l'installation d'une Garde Opérationnelle Postée (GOP).

Dans ce cadre, une réflexion a été menée conjointement entre le CNPE de Penly et le Sdis 76 pour déployer une organisation locale qui réponde à cet objectif. Les enjeux associés concernent la sûreté nucléaire, les ressources humaines, la performance opérationnelle de l'organisation de la lutte incendie à EDF.

La mise en œuvre de ce dispositif est structurante dans l'organisation du Cis Dieppe et son interface avec le CNPE de Penly sur plusieurs points, tels que :

- l'augmentation des effectifs professionnalisés SP,
- les dispositifs d'accueil des effectifs supplémentaires SPP (sur le CNPE de Penly et au Cis Dieppe),
- la formation des effectifs professionnalisés (formation tronc commun, formation spécifique sur le CNPE et de spécialité).

Ce projet se présente dans un contexte territorial dieppois particulier avec le projet d'implantation d'une paire de réacteurs EPR2 sur le CNPE de Penly. Il s'inscrit donc dans une politique locale globale avec des enjeux opérationnels forts pour le Cis. Les travaux préparatoires du chantier interviendront courant 2024 et entraîneront une augmentation de la sollicitation opérationnelle sur le territoire ; qu'elle soit en lien direct avec le chantier ou de manière indirecte sur le territoire.

C'est donc une augmentation qui se fera en deux phases qui sera nécessaire pour le Cis Dieppe, à savoir :

- une première augmentation avec 19 agents intégrant la GOP,
- une seconde avec 10 agents supplémentaires dont 70% sont pris en charge par EDF soit 7 postes jusqu'à la mise en exploitation d'un réacteur EPR2, pour permettre le développement du Cis Dieppe.

Ces augmentations successives s'accompagneront des évolutions bâtimentaires successives nécessaires à la réalisation des tâches formatives et fonctionnelles mais aussi pour garantir la qualité de vie des personnels au sein du Cis avec un financement à hauteur d'un tiers pris en charge par EDF, un tiers par le Conseil départemental et un tiers par le Sdis.

Aussi, dans le cadre de ce projet, il vous est proposé d'autoriser le président du Conseil d'administration à signer les conventions suivantes annexées à la présente délibération, ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence :

- convention cadre de mise en place d'une couverture opérationnelle incendie renforcée,
- convention Sdis 76 /CNPE Penly visant la mise en œuvre de la garde opérationnelle postée par le Sdis 76 au sein du CNPE Penly,
- convention Sdis76 / CNPE Penly – renforcement Cis Dieppe en lien avec le projet EPR2

\*  
\* \*

Les avis suivants ont été recueillis :

- *lors de la séance du 08 juin 2023, les membres de la Commission administrative et technique des services d'incendie et de secours ont émis un avis favorable à l'unanimité des votants,*
- *lors de la séance du 15 juin 2023, les membres du Comité social territorial ont émis les avis suivants :*
  - le collège des représentants de l'administration a émis un avis favorable à l'unanimité,
  - le collège des représentants du personnel a émis un avis favorable à l'unanimité.

\*  
\* \*

Les annexes de ce rapport ont été remises sur table.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20230619-DCA-2023-028-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/06/2023

Affichage : 21/06/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 19/06/2023  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**